DOSSIER DE PRESSE

ITINÉRANCE

MÉMOIRE D'HIER, TERRITOIRES D'AUJOURD'HUI

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

« Durant sept jours, au cœur de la France, le Président de la République honorera la mémoire d'hier et les territoires d'aujourd'hui. »

A l'occasion de la célébration du centième anniversaire de l'Armistice de 1918, le Président de la République, M. Emmanuel MACRON, suivra une itinérance dans les régions Grand Est et Hauts-de-France du dimanche 4 au samedi 10 novembre 2018.

Ce déplacement d'une durée de 7 jours est conçu comme un entrelacs de mémoire et de territoires. Durant ce cheminement à travers 11 départements, le Président de la République commémorera la mémoire et l'héroïsme de nos poilus sur ce que fut le front de l'Est et saluera la capacité des Français à aller de l'avant, à reconstruire et à se réinventer. A l'image de ces territoires, frappés par la Grande Guerre et désormais par de fortes mutations dans les domaines économiques, sociaux et industriels, c'est le redressement qui sera au cœur même de l'itinérance.

A partir du dimanche 4 novembre, le Chef de l'Etat entamera depuis Strasbourg un parcours le menant de l'Est jusqu'au Nord de la France, lui faisant traverser des sites emblématiques de notre récit national. Des champs de bataille de Verdun à la ville de Reims, en passant par les Éparges, le Président de la République honorera le sacrifice de tous les soldats et rappellera le sens de leur combat, qui fut de faire triompher les idéaux de la Nation française sur les démons du nationalisme et de l'impérialisme. Afin de rappeler également le travail accompli pour la paix et la préservation du multilatéralisme, le Président de la République sera accompagné sur certaines étapes par des dirigeants étrangers. Une manière de rappeler que ce premier conflit mondial a eu des répercussions bien au-delà de nos frontières et impacta la vie de nombreux peuples. Ainsi, par exemple, M. Ibrahim Boubacar KEÏTA, Président du Mali, sera présent à Reims pour commémorer l'action de l'Armée Noire aux côtés du Président de la République.

Cette itinérance s'achèvera par une commémoration d'ampleur internationale le dimanche 11 novembre à l'Arc de triomphe en présence des troupes et de chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier. Cette cérémonie sera suivie du Forum de Paris sur la Paix. Le Centenaire de l'Armistice permettra donc de rappeler que la fin de la Première Guerre mondiale fut avant tout la victoire de la paix et que la France n'a de cesse d'œuvrer pour le rapprochement entre les nations.

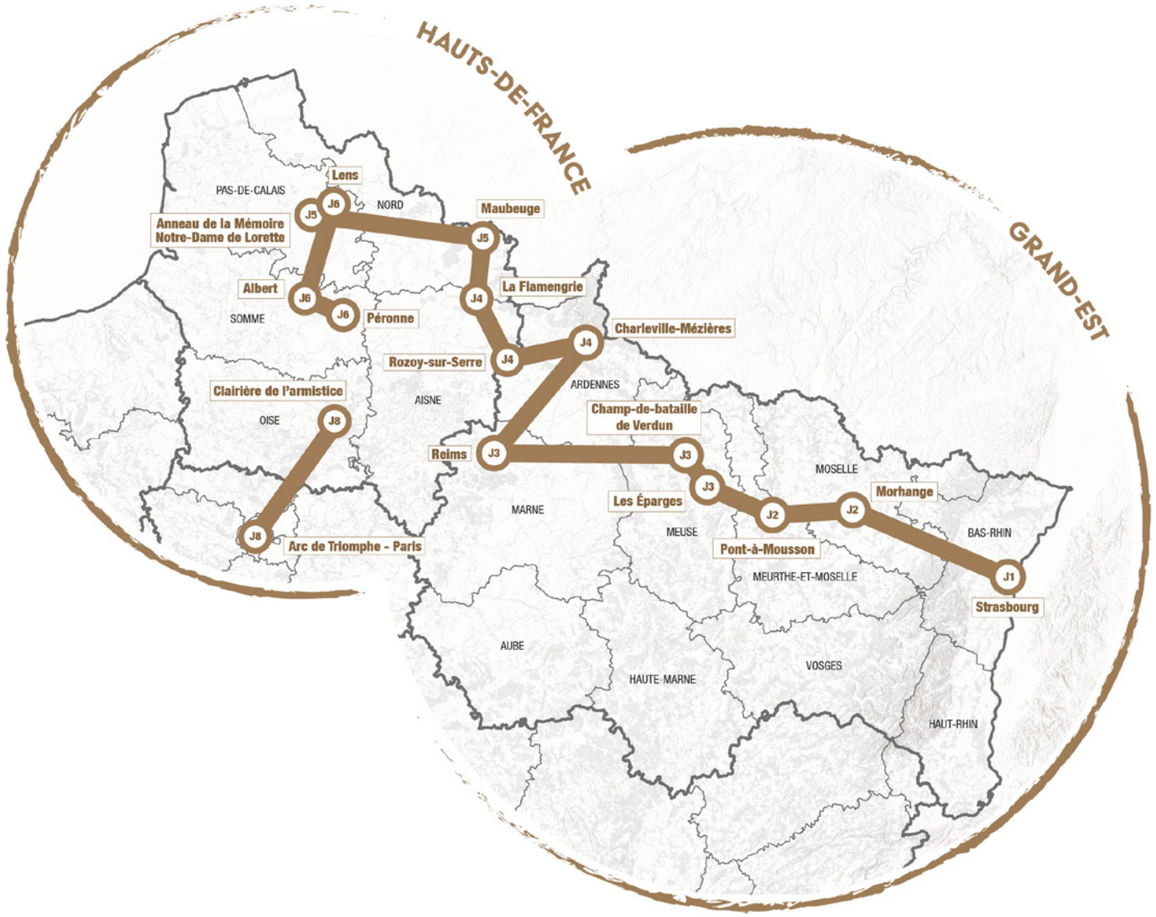
Le Président de la République ira également à la rencontre des Françaises et des Français, dans certains villages n'ayant jamais reçu une telle visite de mémoire d'homme. Que ce soit aux Éparges, au mémorial de la Flamengrie ou au monument du souvenir à Morhange, l'État n'avait jamais été représenté à ce niveau. La ville de Pont-à-Mousson n'avait pas reçu un Président de la République depuis M. François Mitterrand en 1981 tandis que le général De Gaulle est le dernier à s'être rendu à Maubeuge.

Cette itinérance mettra en avant la capacité de rebond de ces territoires particulièrement frappés par la crise, la désindustrialisation et la transition agricole. Malgré les difficultés, les régions Grand Est et Hauts-de-France ont su se réinventer en profitant pleinement de la dynamique européenne et en se saisissant de projets autour des enjeux de transition énergétique, de développement durable et de renouvellement agricole. Le Chef de l'Etat y rencontrera des investisseurs mais aussi les représentants des collectivités territoriales. L'occasion d'échanger sur la mise en œuvre au niveau local des politiques publiques impulsées depuis le début du quinquennat dans différents domaines comme la lutte contre la pauvreté et l'accès aux soins. C'est pourquoi, le Président de la République a souhaité symboliquement que le Conseil des ministres du mercredi 7 novembre 2018 se tienne à Charleville-Mézières au cœur de ces territoires confrontés à des difficultés économiques et sociales réelles.

Durant sept jours, au cœur de la France, le Président de la République honorera la mémoire d'hier et les territoires d'aujourd'hui.

CHAMP DE BATAILLE DE VERDUN
©ARCHIVES ECPAD

CARTOGRAPHIE DU PARCOURS



MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

cget

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

USINE RENAULT MAUBEUGE
CONSTRUCTION AUTOMOBILE

Dimanche 4 novembre

STRASBOURG (BAS-RHIN)

19h00
Arrivée du Président de la République et de Mme Brigitte MACRON, puis de M. Frank-Walter STEINMEIER, Président de la République fédérale d'Allemagne, sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Strasbourg.
Cérémonie militaire (honneurs aux drapeaux, hymnes, revue des troupes).
→ P.10

19h30
Concert sur le thème de la paix européenne et du retour de l'Alsace-Moselle à la France, interprété par 80 musiciens de l'orchestre symphonique de l'Académie supérieure de Strasbourg.
Chef d'orchestre : M. Theodor GUSCHLBAUER, Soliste : M. Christian TETZLAFF, Scénographie : M. Philippe ARLAUD, Compositeurs : Debussy et Beethoven.

20h15
A l'issue de la représentation, les deux Chefs d'Etat sont conduits au Palais Rohan pour un cocktail dinatoire.

22h00
Départ de M. Frank-Walter STEINMEIER, Président de la République fédérale d'Allemagne, puis départ du Président de la République et de Mme Brigitte MACRON pour la préfecture du Bas-Rhin (nuit en préfecture).

Lundi 5 novembre

MORHANGE (MOSELLE)

09h55
Arrivée du Président de la République au monument de Morhange.

10h00
Cérémonie en hommage aux combattants français tués en août 1914 lors de la bataille des frontières.
→ P.10

11h30
Départ vers Pont-à-Mousson.

PONT-À-MOUSSON (MEURTHE-ET-MOSELLE)

12h30
Arrivée du Président de la République à la mairie de Pont-à-Mousson pour un déjeuner républicain.
→ P.11

15h00
Visite de l'entreprise Novasep (zone industrielle de Pompey).
→ P.28

16h30
Départ vers l'Abbaye des Prémontrés de Pont-à-Mousson.

17h00
Conclusion de *Choose France Grand Est*, forum économique à l'échelle régionale.
→ P.27

20h00
Départ pour Monthairons.

Mardi 6 novembre

LES EPARGES ET VERDUN (MEUSE)

09h15
Arrivée du Président de la République aux Eparges pour un recueillement devant la statue de Maurice Genevoix. Puis échange avec Mme Patricia PIERSON présidente de l'association *L'Esparge*, avec une présentation de documents historiques.
Allocution du Président de la République.
→ P.12

10h15
Départ pour le cimetière militaire du Trottoir.
Dépôt d'un bouquet de fleurs sur la tombe de Robert PORCHON.

11h00
Arrivée au Point X pour déposer un bouquet de fleurs dans un entonnoir.
Départ pour la mairie de Verdun, pour un déjeuner républicain.

14h00
Arrivée du Président de la République au Mémorial de Verdun. Brève visite.

Visite de Fleury-devant-Douaumont, accompagné de lycéens de 1ère du lycée Margueritte de Verdun, sous la direction du géographe Jean-Pierre AMAT.
→ P.14

15h00
Arrivée du Président de la République à la nécropole de Verdun.
Cérémonie militaire (honneurs au drapeau, revue des troupes, dépôt de gerbe au pied du mât des couleurs, sonnerie aux morts, minute de silence marquée par le glas de l'ossuaire).
Remontée vers l'ossuaire avec les lycéens.
Entrée dans l'ossuaire.

15h30
Ravivage de la flamme du souvenir dans l'ossuaire.

16h30
Départ du Président de la République pour Reims.

REIMS (MARNE)

18h00
Arrivée du Président de la République au parc de Champagne puis de M. Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali.

Cérémonie militaire (honneurs aux drapeaux, hymnes, revue des troupes).
Cérémonie civile (évocation de l'Armée noire et du monument de Reims par l'écrivain Alain MABANCKOU, allocution de M. Ibrahim Boubacar KEITA, dépôt de gerbe, sonnerie aux morts, minute de silence, Marseillaise).
→ P.15

19h15
Départ des deux Présidents pour la mairie de Reims.
Entretien en tête-à-tête.

21h00
Départ du Président de la République du Mali.
Départ du Président de la République pour la préfecture des Ardennes (nuit en préfecture).

Mercredi 7 novembre

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES (ARDENNES)

09h45
Arrivée du Premier ministre et des membres du Gouvernement à la préfecture des Ardennes.
Conseil des ministres suivi d'un compte-rendu.
→ P.16 et 31

12h45
Départ du Président de la République pour la mairie de Charleville-Mézières pour un échange avec le Maire.

13h30
Déjeuner républicain au Musée de l'Ardenne.

15h00
Départ du Président de la République pour Rozoy-sur-Serre.

ROZOY-SUR-SERRE (AISNE)

16h00
Arrivée du Président de la République à l'EHPAD de Rozoy-sur-Serre.
Visite du site et échanges avec les personnels.
Table ronde sur les services publics dans le domaine de la santé, en milieu rural et leur importance pour le maintien du tissu économique local.
→ P.32

18h00
Départ du Président de la République pour la Flamengrie.

18h45
Cérémonie de commémoration de l'arrivée des plénipotentiaires à la Pierre d'Haudroy.
→ P.17

20h15
Départ du Président de la République pour Sars-Poterie pour un dîner de travail avec les élus de Thiérache.
A l'issue du dîner, nuit à la préfecture d'Avesnes-sur-Helpe.
→ P.34

Jeudi 8 novembre

FEIGNIES ET MAUBEUGE (NORD)

09h30
Visite de l'usine Renault Maubeuge Construction Automobile par le Président de la République.
→ P.19 et 35

12h00
Déjeuner au collège Jules Verne à Maubeuge.

NOTRE-DAME-DE-LORETTE ET ARRAS (PAS-DE-CALAIS)

15h30
Arrivée du Président de la République à Ablain-Saint-Nazaire.

Visite de l'Anneau de la Mémoire de Notre-Dame-de-Lorette.
→ P.20

Cérémonie militaire dans la nécropole nationale de Notre-Dame-de-Lorette (honneurs au drapeau, revue des troupes, dépôt de gerbe au pied de la tour-lanterne, ravivage de la flamme de la nécropole, sonnerie aux morts, minute de silence, Marseillaise).

Recueillement du Président de la République dans la crypte de la tour-lanterne, devant les tombes de soldats inconnus.

19h00
Départ du Président de la République pour l'hôtel de ville d'Arras.

Remise de la cravate de commandeur de la Légion d'honneur à M. Léon FATOUS, ancien maire d'Arras.
Puis départ pour la sous-préfecture de Lens.
→ P.22

Vendredi 9 novembre

LENS
(PAS-DE-CALAIS)

9h00
Echange au Centre social Vachala, à Lens.
→ P.22 et 36

ALBERT ET PÉRONNE
(SOMME)

13h00
Arrivée du Président de la République à l'hôtel de ville d'Albert puis de Mme Theresa MAY, Première ministre du Royaume-Uni.
→ P.22

13h15
Entretien bilatéral suivi d'un déjeuner de travail.

15h00
Arrivée à la nécropole franco-britannique de Thiepval.
→ P.23

16h30
Départ de la Première ministre Theresa MAY.
Départ du Président de la République pour Péronne.

17h00
Arrivée du Président de la République et de Mme Brigitte MACRON à l'historial de Péronne.
Visite du musée.
→ P.23

18h15
Arrivée du Président de la République à la mairie de Péronne pour une conclusion d'une table ronde avec des historiens de la Grande Guerre.

Samedi 10 novembre

COMPIÈGNE
(OISE)

15h30
Arrivée du Président de la République et de la Chancelière fédérale allemande à la Clairière de l'Armistice.
→ P.24

Cérémonie franco-allemande de commémoration à la Clairière de l'Armistice à Compiègne.

16h45
Départ du Président de la République pour Paris.

MÉMOIRE D'HIER

MONUMENT DU SOUVENIR
DE MORHANGE

1. Concert dans la cathédrale de Strasbourg

DIMANCHE 4 NOVEMBRE 2018

Strasbourg est le point de départ de l'itinérance du Président de la République. Il y assistera à un concert donné à la cathédrale de Strasbourg à l'occasion des commémorations du centenaire de l'Armistice, aux côtés du Président de la République fédérale d'Allemagne, M. Frank-Walter Steinmeier. Des oeuvres de Debussy et Beethoven seront jouées afin de célébrer la paix retrouvée et la réconciliation franco-allemande dans cette ville à forte portée historique symbolisant le retour de l'Alsace-Moselle à la France à l'issue du conflit.
Cette journée se veut également placée sous le signe de l'Europe puisque Strasbourg accueille le Parlement européen.

LE BAS-RHIN DANS LA GRANDE GUERRE

Le département constitue une partie de l'Alsace des « provinces perdues », intégrée au Reich allemand en 1871. Pendant toute la guerre, l'Alsace et Strasbourg deviennent les enjeux majeurs de la propagande patriotique en France. En août 1914, la vallée de la Bruche est l'enjeu de violents combats, mais le département reste allemand.
En novembre 1918, la ville de Strasbourg connaît un épisode révolutionnaire menée par des unités allemandes venues de Kiel, un drapeau rouge est hissé le 9 novembre sur la cathédrale. Le général Gouraud ne rentre dans Strasbourg que le 22 novembre 1918.
Le centenaire de 2018 est l'occasion de commémorer cette mémoire duale, de se souvenir du retour de l'Alsace à la France tout en soulignant l'usage positif de cette mémoire dans le cadre de la construction européenne souhaitée aujourd'hui par la France et l'Allemagne.

LA VILLE DE STRASBOURG

La ville de Strasbourg est emblématique de l'annexion de l'Alsace-Lorraine par le Reich allemand, puis du retour des « provinces perdues » à la France en novembre 1918. L'entrée du général Gouraud dans la ville donne lieu à des scènes de liesse, marquées par l'image de nombreuses Alsaciennes en costumes traditionnels.

2. Commémoration sur le champ de bataille de Morhange

LUNDI 5 NOVEMBRE 2018

Depuis 1914 aucune autorité nationale n'est jamais venue à Morhange, témoignage des hécatombes de la guerre de mouvement durant le premier été de la Grande Guerre. Le lundi 5 novembre au matin, au monument du souvenir de Morhange, le Président de la République rendra hommage, en présence de plusieurs unités militaires, aux soldats français tués dans les sanglants combats du mois d'août 1914.

LA MOSELLE DANS LA GRANDE GUERRE

En 1914, le département est annexé au Reich allemand depuis le 18 mai 1871, à la suite du traité de Francfort, sous le nom de Lothringen (Lorraine), à l'exception de l'arrondissement de Briey (Meurthe). Les hommes en âge de combattre sont incorporés dans l'armée allemande, sauf ceux qui habitaient en France ou étaient en France à la déclaration de guerre. La Moselle restera allemande pendant toute la guerre. Les troupes françaises entrées dans le département sont bousculées lors de la bataille de Morhange (18-20 août 1914) et celle de Sarrebourg. Elles doivent se replier sur la Meurthe. À partir de septembre 1918, les armées américaines progressent vers Metz. La ville connaît un épisode révolutionnaire le 9 novembre; les troupes allemandes quittent le territoire dès le 11 novembre, alors qu'un Conseil national se met en place. L'armée française fait son entrée dans la ville le 19 novembre.

LA BATAILLE DE MORHANGE

La bataille de Morhange (19-20 août 1914) témoigne des hécatombes des premiers engagements de l'été 1914. Beaucoup moins prégnants que la mémoire de Verdun, les combats de Morhange n'ont jamais fait l'objet de commémorations spécifiques par les plus hautes autorités de l'État.
Du 20 au 23 août, en quatre jours, 40 000 soldats français sont tués, dont 27 000 pour le seul samedi 22 août. Ces journées inaugurent la mort de masse de la Grande Guerre, l'armée française comptant fin décembre 1914 plus de 300 000 morts.

3. Pont-à-Mousson et la Meurthe-et-Moselle

LUNDI 5 NOVEMBRE 2018

Cette séquence sera avant tout à dominante économique pour le Président de la République (cf page 27). Néanmoins, la ville de Pont-à-Mousson a été retenue car elle est représentative de ces villes industrielles martyres en raison de leur proximité avec la ligne de front. Ainsi, en 1921, le président Poincaré s'est rendu à Pont-à-Mousson pour la remise en route des hauts-fourneaux de Saint-Gobain, qui avaient été fortement endommagés pendant la guerre : Pont-à-Mousson est ainsi l'un des symboles de la reconstruction, après le conflit, de tout ce territoire industrialisé, un enjeu économique majeur des années de l'immédiat après-guerre.

LA MEURTHE-ET-MOSELLE DANS LA GRANDE GUERRE

Le département a été au cœur de la guerre, en particulier au moment de la bataille dite des Frontières et de la première bataille de la Marne (à l'extrême est du dispositif français). Il a également été marqué par les combats meurtriers de l'année 1915 dans le secteur du Bois-le-Prêtre à proximité de Pont-à-Mousson. Enjeu stratégique et économique (bassin industriel), le département a subi les destructions de la guerre et a connu ensuite une difficile reconstruction.

PONT-À-MOUSSON, VILLE OUVERTE

La ville ouverte de Pont-à-Mousson est bombardée à partir du 11 août 1914. Investie par les troupes allemandes, elle sera réoccupée par les Français le 13 septembre. Elle compte au début du conflit 14 000 habitants, ils ne seront plus que 5 000 à la fin de l'année 1914. Elle devient ensuite une base militaire arrière et accueille les troupes et les blessés du front qui se trouvent à sa proximité, en particulier des ambulanciers américains volontaires. En 1921, la ville reçoit la croix de guerre 1914-1918 des mains du président Poincaré, puis la Légion d'honneur le 21 août 1930.
Le secteur de Bois-le-Prêtre, situé au nord-ouest de Pont-à-Mousson, a été un lieu de combats acharnés à partir de la stabilisation du front à l'automne 1914. Sur ces hauteurs qui dominent la Moselle, notamment autour du secteur de la Croix aux Carmes, sur quatre kilomètres, du 1er octobre 1914 au 15 août 1915, 132 offensives furent menées par la 73e division, au prix de 7 000 morts du côté français. Aujourd'hui inscrit dans le parc régional de Lorraine, Bois-le-Prêtre conserve de très nombreux vestiges (tranchées, sapes, etc.). Un monument commémoratif à la Croix des Carmes rappelle les combats de 1914-1915.
Les restes des villages détruits « morts pour la France » de Fey-en-Haye et de Remenauville témoignent des destructions. Plusieurs monuments aux divisions américaines qui s'emparent du saillant de Saint-Mihiel en septembre 1918 sont encore visibles dans ce même secteur.

4. Commémoration sur le champ de bataille de Verdun

MARDI 6 NOVEMBRE 2018, MATIN

Le Président de la République se rendra aux Éparges, théâtre de violents combats en 1915, mis en récit par Maurice Genevoix, l'écrivain académicien de « Ceux de 14 », emblématique de l'expérience combattante de la Grande Guerre. Très intime cette commémoration se déroulera avec les descendants de Maurice Genevoix – notamment son arrière-petit-fils de huit ans – ainsi que Xavier Pierson, le maire des Éparges, et Michel Bernard, biographe de Maurice Genevoix. Le Président de la République déposera un bouquet de fleurs sur la tombe de Robert Porchon, ami de Maurice Genevoix et dédicataire de « Sous Verdun », premier tome de « Ceux de 14 », tombé au combat le 20 février 1915. Il se rendra ensuite au monument du Point X pour un hommage aux disparus. Jusqu'à ce jour, aucun Président de la République ne s'était jamais rendu aux Éparges.

LA MEUSE EN 1918

Le département de la Meuse se trouve au cœur des événements militaires de la Grande Guerre. Dès la fin de l'année 1914, le département est coupé en deux à la suite de l'invasion allemande et de la bataille de la Marne, le nord est occupé et sert de base arrière à l'armée allemande. Les combats se poursuivent à l'heure de la guerre de position à l'est et à l'ouest de Verdun et sur le saillant de Saint-Mihiel (1915). Le secteur des Éparges (mars-avril 1915) et celui de Vauquois, où se déroule la guerre des mines, témoignent des combats meurtriers de l'année 1915, évoqués dans l'œuvre du romancier Maurice Genevoix.
La bataille de Verdun (21 février-décembre 1916) résume à elle seule la Grande Guerre et ses impasses stratégiques. Si les Allemands échouent finalement à prendre pied sur la rive droite de la Meuse, la saignée est énorme pour les deux adversaires (300 000 morts dont plus de 162 000 français). D'emblée perçue comme un élément clé de propagande, la bataille de Verdun devient un enjeu politique et mémoriel de premier plan.
Le département est finalement libéré à partir de l'été 1918 avec l'aide des unités américaines, notamment en Argonne et sur le saillant de Saint-Mihiel. On compte 70% des communes meusiennes sinistrées au sortir de la guerre dont un grand nombre de « villages détruits » qui le resteront après-guerre.

LA CRÊTE DES ÉPARGES

Située au sud-est de Verdun, dominant la plaine de la Woëvre, la crête des Éparges est l'objet de violents combats au printemps 1915, mis en récit par Maurice Genevoix, l'écrivain académicien de Ceux de 14, emblématique de l'expérience combattante de la Grande Guerre. Ce site mémoriel remarquable, marqué par les entonnoirs de mines préservés, comporte de nombreux monuments dont :
– au cœur du village, un buste de Maurice Genevoix, inauguré le 6 avril 2015 à l'occasion de la commémoration du centenaire de la bataille des Éparges ;
– au pied de la crête, le cimetière du Trottoir qui contient 2 108 tombes et un ossuaire de 852 corps. Cette nécropole accueille le corps de Robert Porchon, le camarade de guerre de Maurice Genevoix tombé ici-même ;
– le monument du Point X, édifié en 1925. Sous forme d'un mur, il présente un autel sous une croix et des plaques commémoratives en marbre noir. Sur le fronton est écrit en rouge « Les Éparges 1914-1918 ». De l'autre côté, regardant la plaine de la Woëvre, un bas-relief montre un officier menant ses hommes au combat. Ce monument est l'œuvre de la sculptrice Louise-Mina Fischer, devenue ensuite comtesse de Cugnac par son mariage. Ce monument est dédié à ceux qui n'ont pas de tombe, les 10 000 combattants français et allemands disparus, engloutis ou déchiquetés par la guerre des mines.

BATAILLE DES ÉPARGES
© ARCHIVES ECPAD

MARDI 6 NOVEMBRE 2018, APRÈS MIDI

Après les Éparges, le Président de la République se rendra à Verdun, lieu incontournable de la Grande Guerre, pour un hommage à ceux qui ont combattu et qui sont morts sur ce champ de bataille qui a marqué l'année 1916, et qui reste aujourd'hui pour les Français le lieu de mémoire le plus prégnant de la Grande Guerre : selon l'historien Antoine Prost, « Verdun résume la Grande Guerre ». Le Président de la République se rendra d'abord dans la ville de Verdun, la ville la plus décorée de France, avant de visiter le mémorial de Verdun, rénové en 2016. Il ira ensuite se recueillir à Fleury-devant-Douaumont, village détruit laissé en l'état après le conflit, puis au milieu des 16 000 tombes de la nécropole nationale et enfin à l'ossuaire de Douaumont, qui regroupe des restes de 130 000 soldats français et allemands, pour le ravivage de la flamme du bouclier.

LA VILLE DE VERDUN

À proximité de la frontière du Reich, la ville de Verdun est ceinturée de fortifications modernes avant 1914. Enjeu des offensives de 1914 et de la bataille franco-allemande de 1916 pour le symbole historique qu'elle représente (référence au traité de Verdun de 843 qui fonde les frontières de la première Francie), elle offre aujourd'hui de nombreuses marques et traces des combats de la Grande Guerre : la citadelle souterraine, le monument de la Victoire, la Voie sacrée, la cathédrale Notre-Dame, le cimetière militaire du Faubourg Pavé.
Verdun est aujourd'hui la ville la plus décorée de France. Ses 26 décorations sont exposées dans l'hôtel de ville de Verdun, en particulier la Légion d'Honneur, obtenue le 12 septembre 1916, que la ville se voit autorisée à faire figurer dans ses armoiries. Dès 1916, la ville reçoit des décorations internationales qui marquent l'enjeu stratégique et politique de la bataille de Verdun (Russie, Grande-Bretagne, Italie, Chine, etc.).

LE PARC MÉMORIEL DEVANT VERDUN

Le parc mémoriel devant Verdun s'étend aujourd'hui sur plusieurs hectares et regroupe dans un cadre paysager forestier préservé de nombreux sites et monuments liés à la bataille de 1916.

LA NÉCROPOLE NATIONALE DE FLEURY-DEVANT-DOUAUMONT

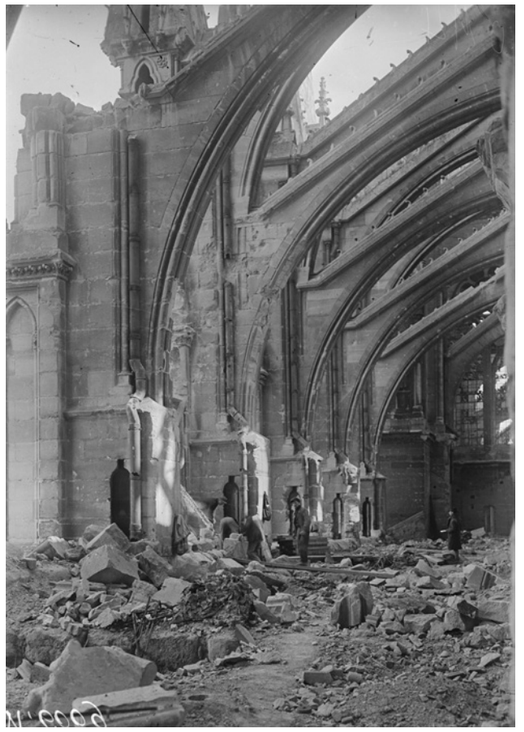
La nécropole nationale de Fleury-devant-Douaumont regroupe les dépouilles de soldats « morts pour la France » lors des combats qui se sont déroulés dans la région de Verdun de 1914 à 1918, et principalement ceux de la bataille de Verdun. Créé en 1923, le cimetière est aménagé jusqu'en 1936. Il rassemble plus de 16 000 corps en tombes individuelles et un carré musulman comprenant 592 tombes. Il existe également un carré spécial de soldats inconnus dont les corps ont été relevés récemment. À proximité de la nécropole se dressent deux monuments confessionnaux. L'un, érigé en 1938, est dédié à la mémoire des soldats juifs. L'autre, situé sur la commune de Douaumont et inauguré en 2006, honore le souvenir des soldats musulmans.

L'OSSUAIRE DE DOUAUMONT

L'ossuaire de Douaumont, dont l'envergure est de 137 mètres de long, symbolise le rempart formé par tous les combattants français. Au milieu s'élève la tour des Morts, haute de 46 mètres, au sommet de laquelle se trouvent le phare et une cloche de bronze de deux tonnes. Au sous-sol, des fosses ont reçu des ossements anonymes, visibles à travers des lucarnes ; des sarcophages de granit rouge surmontent ces sépultures, correspondant aux 46 secteurs du champ de bataille de Verdun. Sur les voûtes, les familles ont fait graver les noms de leurs disparus et les associations de combattants une dédicace de reconnaissance. L'étendue de la nécropole nationale, face au monumental ossuaire de Douaumont, donne à ce lieu de mémoire une forte dimension solennelle.

LE MÉMORIAL FRANCO-ALLEMAND DE VERDUN

Le mémorial franco-allemand de Verdun, situé sur l'emplacement de l'ancienne gare de Fleury, a été inauguré le 17 septembre 1967. Modernisé et agrandi, il a rouvert le 21 février 2016 et a été inauguré officiellement par le Président de la République François Hollande et la Chancelière Angela Merkel le 29 mai 2016. La scénographie du mémorial, entièrement repensée, développe sur trois niveaux un parcours de découverte à travers les yeux d'un soldat, des premières lignes à l'arrière du front, grâce à de nombreux outils multimédias mis à la disposition du visiteur.
D'autres sites et monuments ponctuent cet espace mémoriel. Les forts conservés, les villages détruits (le plus spectaculaire étant celui de Fleury-devant-Douaumont) et les monuments commémoratifs s'égrènent au fil d'un chemin de mémoire balisé.



CATHÉDRALE DE REIMS
© ARCHIVES ECPAD

5. Reims et la Marne, l'hommage aux héros de l'armée noire

MARDI 6 NOVEMBRE 2018, SOIRÉE :

La fin de la journée du mardi 6 novembre sera consacrée à une cérémonie d'hommage aux héros de l'armée noire au parc de Champagne de Reims, en présence du Président du Mali, M. Ibrahim Boubacar Keïta, et des ambassadeurs des pays africains ayant composé la « Force noire ». A cette occasion sera inauguré le nouveau monument aux héros de l'armée noire, qui rend hommage aux troupes coloniales et en particulier aux tirailleurs sénégalais. A l'issue de cette cérémonie, le Président de la République rencontrera le maire de Reims, une ville qui a subi d'importantes destructions au cours de la guerre.

LA MARNE DANS LA GRANDE GUERRE

La Marne a donné son nom à deux batailles décisives de la Grande Guerre : celle de septembre 1914 et celle de juillet 1918. Elles symbolisent toutes deux la guerre de mouvement et deux périodes où les armées françaises et alliées arrêtent l'avancée des troupes allemandes sur Paris et la possibilité d'une défaite. Reims, symbole des villes martyres de la guerre, reste attachée la mémoire dramatique des civils sous le feu, à la destruction du patrimoine historique durant la guerre puis à sa reconstruction.

REIMS, VILLE MARTYRE

Les troupes françaises quittent Reims le 3 septembre 1914 à la suite de l'invasion allemande et du repli général des armées. Le 4, les Allemands sont dans la ville mise en coupe réglée : versement d'un million de francs, otages pour prévenir les éventuels actes de résistance. Le 12 septembre, après leur défaite sur la Marne et l'Ourcq, les troupes allemandes quittent à leur tour la ville reprise par les Français. La cathédrale de Reims est bombardée le 19 septembre par l'artillerie allemande positionnée non loin de la cité. Elle devient le symbole de la « barbarie », agité par la propagande alliée. Reims reste durant toute la guerre à proximité de la ligne de front et subit de très lourds bombardements. La plupart des habitants désertent la ville et ceux qui choisissent de rester vivent une grande partie de la guerre dans les caves (dont celles des grandes maisons de champagne qui

servent d'écoles ou d'opéra). Reims sort ruinée du conflit. La ville est reconstruite grâce en grande partie à l'aide financière américaine (construction de la bibliothèque Carnegie). La cathédrale, partiellement détruite pendant la guerre, est restaurée après 1918 grâce notamment aux dons de l'américain John D. Rockefeller.

LE MONUMENT AUX HÉROS DE L'ARMÉE NOIRE

Le monument rend hommage aux troupes coloniales et en particulier aux tirailleurs sénégalais. Œuvre du sculpteur Paul Moreau-Vauthier, il rappelle le sacrifice des unités de tirailleurs sénégalais, en particulier le 1er corps de l'armée coloniale, pour la défense de Reims en 1918. Le monument, inauguré en 1924 à la fois à Reims, par Édouard Daladier, et à Bamako (Mali), est démonté et transporté en Allemagne en septembre 1940. Au milieu des années 1950, une souscription demande la réédification du monument à Reims, mais une simple stèle est installée. En 2009, une association, l'Association pour la Mémoire de l'Armée Noire, demande la réalisation d'une nouvelle statue. Elle se heurte à des dissensions politiques et mémorielles ainsi qu'à des écueils financiers. Le 8 novembre 2013, le monument est finalement réinstallé dans le parc de Champagne mais n'a jamais été inauguré officiellement.

6. Charleville-Mézières et les Ardennes

MERCREDI 7 NOVEMBRE 2018

Un conseil des ministres décentralisé sera organisé à la préfecture des Ardennes, où séjournait le kaiser Guillaume II pendant le conflit. Il sera suivi, pour le Chef de l'Etat, d'une rencontre avec le maire de Charleville-Mézières et d'un déjeuner avec les élus.

LES ARDENNES DANS LA GRANDE GUERRE

Entre le 21 et le 23 août 1914, les armées allemandes qui viennent de traverser la Belgique envahissent totalement le département. De violents combats se déroulent autour de Sedan et de Signy-l'Abbaye. Le Grand Quartier Général allemand s'installe à Charleville-Mézières. La ville de Sedan est transformée en vaste camp logistique. Le département est occupé pendant 52 mois. Les offensives victorieuses alliées entre septembre et octobre 1918 libèrent le sud des Ardennes. De violents combats se poursuivent jusqu'à l'Armistice. Le département des Ardennes a été le seul des territoires français à subir totalement l'occupation allemande durant tout le conflit. Très marqué par l'histoire franco-allemande (1870, 1914-1918, 1939-1945) et en particulier par les derniers combats de 1918, il contribue aujourd'hui à maintenir une mémoire dense, tournée vers la compréhension des guerres. Le dernier poilu tombé sur le sol national, Augustin Trébuchon, a été tué à Vrigne-Meuse, où il est aujourd'hui enterré.

LA VILLE DE CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

La ville de Charleville-Mézières est déclarée ville ouverte et occupée par les Allemands dès le 28 août 1914 pour quatre ans. Jusqu'en 1916, l'état-major allemand entier y séjourne, ainsi que Guillaume II lui-même, qui y installe sa résidence.

7. L'Aisne

MERCREDI 7 NOVEMBRE 2018

Le Président de la République participera, en fin d'après-midi, à une cérémonie qui se tiendra à la Pierre d'Haudroy, dans le hameau de La Flamengrie, cent ans jour pour jour après la sonnerie du cessez-le-feu du 7 novembre 1918. Cette cérémonie a lieu tous les ans, mais aucune autorité nationale n'y avait assisté avant cette année. Pour le centenaire de cette première rencontre entre les plénipotentiaires allemands et les avant-postes français, un événement exceptionnel est organisé, avec des lectures de témoignages – dont celui de Mathias Erzberger, signataire de l'Armistice et assassiné pour cela quelques années plus tard – la projection d'un film, plusieurs séquences musicales et une allégorie de l'arrivée des plénipotentiaires allemands par des élèves du collège voisin et leurs correspondants allemands.

L'AISNE DANS LA GRANDE GUERRE

Le département a été marqué pour trois raisons principales :
– la guerre de mouvement d'août – septembre 1914 et les offensives de 1918, avec le soutien des troupes américaines (sud du département autour de Château-Thierry) ;
– le secteur du Chemin des Dames devient le 16 avril 1917 le théâtre de l'une des plus grandes offensives françaises de la guerre. Commandée par le général Nivelle, qui emploie les chars d'assaut pour la première fois et de nombreuses unités de tirailleurs africains, l'offensive se solde par un échec sanglant. Ce revers nourrit les mutineries qui se développent dans l'armée française au printemps 1917 après l'usure de trois années de guerre ;
– l'occupation allemande. Après la bataille de Guise et celle de la Marne, le front s'établit en septembre 1914, coupant le département en deux. Le nord de l'Aisne, autour de la ville de Saint-Quentin, est occupé d'août 1914 à octobre 1918. L'occupation est terrible pour les
populations civiles isolées. Pendant l'hiver 1916-1917, les forces armées allemandes y construisent un vaste système de défenses et de fortifications : la ligne Hindenburg, sur laquelle ils se replient en mars 1917, après avoir détruit des villes et des villages entiers.

Après l'arrêt des combats, l'Aisne a pu compter sur l'aide internationale pour sa reconstruction, notamment celle du Comité Américain pour les Régions Dévastées (CARD), avec sa fondatrice Anne Morgan, qui depuis le château de Blérancourt, continue d'apporter son aide aux populations civiles, distribuant des vivres et prodiguant des soins aux réfugiés.

LA PIERRE D'HAUDROY

Le monument de l'Armistice, appelé « Pierre d'Haudroy », marque le point de rencontre entre les plénipotentiaires allemands venus demander un Armistice et les avant-postes français, le 7 novembre 1918. Inauguré en 1925, ce monument sur lequel on peut y lire : « 1918 – 7 novembre – 20 heures 20 – Ici triompha la ténacité du poilu », reçoit le même sort que la clairière de l'Armistice, avec sa destruction par l'occupant nazi en 1940 puis sa reconstruction après-guerre. Les deux blocs de granit se trouvant derrière la pierre actuelle sont des vestiges de la première Pierre d'Haudroy. Le socle ainsi que les marches sont d'origine. Cette nouvelle pierre est inaugurée le 14 novembre 1948. Elle est inscrite aux Monuments historiques depuis 1997. Chaque année une cérémonie commémore le cessez-le-feu du 7 novembre 1918. Aucune autorité nationale n'a, à ce jour, assisté à cette cérémonie.

PIERRE D'HAUDROY

8. Maubeuge et le département du Nord

JEUDI 8 NOVEMBRE 2018

Cette séquence sera avant tout à dominante économique pour le Président de la République (cf page 35).

LE NORD DANS LA GRANDE GUERRE

Le front se fixe dans le département du Nord à la mi-octobre 1914, laissant Lille et l'essentiel du bassin minier – qui produit alors la moitié du charbon consommé en France – sous occupation allemande pendant cinquante mois. Après un siège qui dure du 3 au 13 octobre 1914 et un intense bombardement, Lille occupée devient un symbole de la perte d'une partie du territoire national. Courant octobre, l'administration allemande prend ses quartiers dans Lille. La citadelle est un lieu de regroupement des prisonniers français.
Des personnalités et des réseaux tentent de résister aux difficultés de l'occupation (otages, restrictions, etc.). Ce sont les Britanniques qui prennent en charge le front en Flandre française. En juillet 1916, les Australiens lancent une attaque de diversion sur Fromelles qui est un échec meurtrier, alors que la ville de Cambrai connaît une offensive britannique d'ampleur à l'automne 1917 avec l'intervention massive de chars. Les Allemands quittent Lille à l'aube du 17 octobre 1918 sans combattre. Auparavant, ils obligent tous les hommes en âge d'être mobilisés à quitter Lille – comme dans tout le Nord occupé – et à rejoindre la Belgique. La ville du Quesnoy est libérée par les troupes néo-zélandaises le 4 novembre.

LA VILLE D'AVESNE-SUR-HELPE

C'est à Avesnes-sur-Helpe que réside Hindeburg dans les jours qui précèdent la rencontre des plénipotentiaires à la Pierre d'Haudroy, le 7 novembre 1918, afin de franchir la ligne de front pour se rendre à la clairière de Compiègne où sera signée l'Armistice quelques jours plus tard. En janvier 1919, le Président de la République Raymond Poincaré s'est rendu à Avesnes-sur-Helpe, dans le cadre de ses déplacements d'après-guerre dans les territoires français qui ont subi la guerre. La ville a également reçu la visite du général de Gaulle en 1959.

LA VILLE DE MAUBEUGE

Depuis la construction d'une citadelle autour de la ville par Vauban au XVIIe siècle, Maubeuge joue un rôle important dans la défense des frontières du nord de la France comme carrefour stratégique et place forte protégée par six forts et six ouvrages intermédiaires. Après la retraite des troupes françaises et britanniques qui suit la défaite de Charleroi et de Mons (Belgique), la ville est isolée. Le général von Kluck de la 1e armée allemande décide d'assiéger la ville à partir du 25 août 1914. Débute alors le plus long siège de la Grande Guerre. Il dure quinze jours, dont onze de bombardements. Les troupes françaises tentent une sortie qui échoue au prix de lourdes pertes. Le 8 septembre à midi, la reddition de la place est proclamée. 45 600 soldats français ont été faits prisonniers, 450 canons et 80 000 obus sont tombés dans les mains allemandes. Toutefois, le siège retient une partie des troupes allemandes dans leur avancée vers Paris, et ce sont ainsi 60 000 soldats allemands qui sont tenus éloignés de la bataille de la Marne lorsque celle-ci éclate le 5 septembre.
La ville est occupée par l'armée allemande jusqu'à la libération par les Britanniques en 1918.

9. L'Anneau de la Mémoire et la nécropole nationale de Notre-Dame-de-Lorette

JEUDI 8 NOVEMBRE 2018

L'après-midi, le Président de la République se rendra à la nécropole de Notre-Dame-de-Lorette et à l'Anneau de la Mémoire, à Ablain-Saint-Nazaire, où il sera accueilli par l'historien Yves Le Maner. Dans ce haut lieu de la mémoire de la Grande Guerre dans les Hauts-de-France, il rencontrera les descendants de soldats français et britanniques dont les noms sont inscrits sur l'Anneau de la Mémoire, parmi lesquels, le dernier soldat enterré en 2017 dans la nécropole.

S'ensuivra une cérémonie dans la nécropole nationale de Notre-Dame-de-Lorette, avec un dépôt de gerbe au pied de la tour lanterne et le ravivage de la flamme. Le Président se rendra ensuite pour un moment de recueillement dans la crypte de la tour lanterne où sont rassemblés les tombes des soldats inconnus de la Seconde Guerre mondiale, des guerres d'Indochine et d'Algérie et une urne contenant des cendres des déportés.

La journée se terminera à Arras, pour la remise de la cravate de commandeur de la Légion d'honneur à M. Léon Fatous, ancien maire d'Arras, une ville qui fut complètement détruite par les bombardements tout au long de la guerre.

Le lendemain matin, il se rendra à Lens, ville du bassin minier du Pas-de-Calais qui fut elle aussi entièrement détruite pendant la guerre.

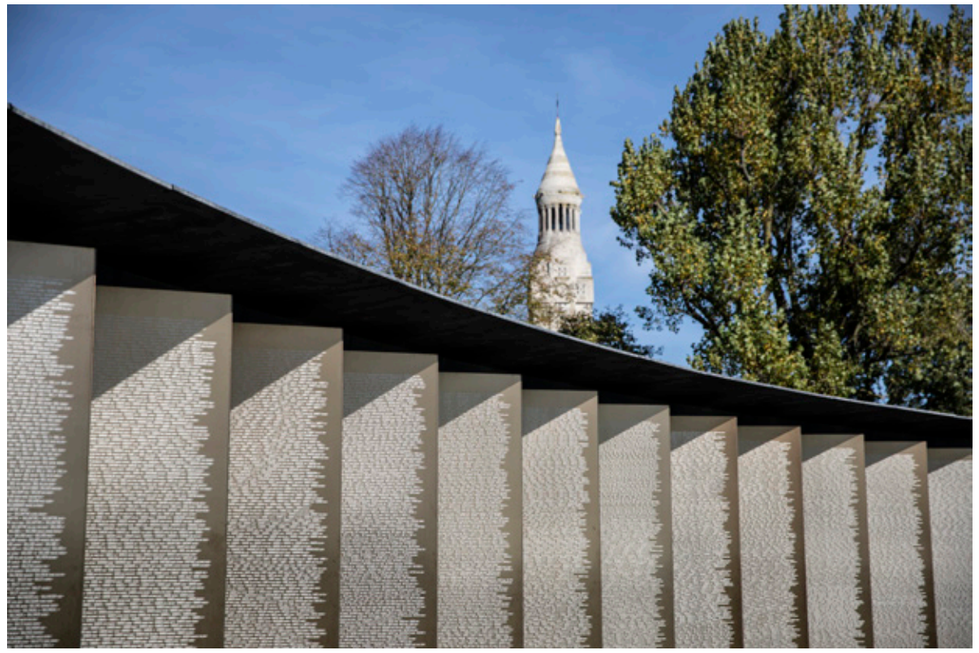
LE PAS-DE-CALAIS DANS LA GRANDE GUERRE

C'est lors de la « course à la mer » entamée dans la deuxième quinzaine de septembre 1914 et l'installation de la guerre de position que les combats deviennent majeurs dans le Pas-de-Calais, que les militaires désignent alors comme l'« Artois ».

Trois éléments saillants sont à retenir :
– entre mai et septembre 1915, la stratégie des offensives et du « grignotage » autour de la colline de Notre-Dame-de-Lorette, au nord-ouest d'Arras. Les gains territoriaux sont limités, mais les pertes sont considérables chez les fantassins français ; aucun avantage stratégique n'est acquis malgré l'emploi des premiers gaz de combat ;
– en 1917, l'armée allemande se replie sur une ligne de défense remarquablement fortifiée, la ligne Hindenburg ; ce retrait s'accompagne de la destruction méthodique de plus d'une centaine de village lors de l'opération Alberich. Début avril, les troupes britanniques déclenchent une grande offensive pour dégager Arras dans laquelle s'illustrent les troupes canadiennes. Elle aboutit à des gains de terrain limités au regard des pertes subies ;
– en mars, puis en avril 1918, l'armée allemande déclenche deux puissantes offensives au sud puis au nord d'Arras qui se traduisent par des avancées spectaculaires. Le département du Pas-de-Calais comme celui du Nord a été libéré par des troupes britanniques.
Plus de 250 villes et villages ont été anéantis par les combats ou les dynamitages opérés par l'armée allemande : Arras et le Pas-de-Calais figurent parmi les territoires les plus touchés par la Grande Guerre. La ville d'Arras notamment, reconstruite à plus de 80% après 1918, témoigne de la violence des combats et du sacrifice des troupes de l'Empire britannique sur le sol français.

NOTRE-DAME-DE-LORETTE, HAUT LIEU DE MÉMOIRE NATIONALE ET INTERNATIONALE

Inaugurée en 1925, la nécropole nationale de Notre-Dame de Lorette commémore les milliers de combattants morts sur un des champs de bataille les plus disputés de la Première Guerre mondiale entre octobre 1914 et septembre 1915. Elle abrite 20 000 corps identifiés en tombes individuelles et 22 000 inconnus regroupés dans huit ossuaires. Le site, comprenant le cimetière, la basilique, la tour-lanterne et le musée, a une superficie de plus de 25 hectares. Une Garde d'honneur, constituée de 4 000 bénévoles, assure, depuis 1920, l'accueil des visiteurs et ranime, chaque dimanche, la flamme du souvenir. C'est la plus grande nécropole militaire française et un des quatre monuments nationaux dédiés à la Grande Guerre.



ANNEAU DE LA MÉMOIRE

NÉCROPOLE NATIONALE DE NOTRE-DAME-DE-LORETTE

L'ANNEAU DE LA MÉMOIRE

Face à la nécropole nationale, le monument de l'Anneau de la Mémoire, inauguré par le Président de la République M. François Hollande le 11 novembre 2014, est une immense ellipse d'acier sur laquelle sont gravés 580 000 noms d'hommes décédés dans l'ancienne région Nord-Pas-de-Calais lors de la Grande Guerre, sans distinction de nationalité, de grade ou de religion. En présentant cette liste de noms de manière alphabétique, il rassemble tous ces morts dans une forme de fraternité éternelle, un message de paix universelle. Une paix réelle mais fragile, symbolisée par ces 500 plaques de métal formant une gigantesque ellipse de 345 mètres de périmètre posée en équilibre (56 mètres ne reposent pas sur le sol) sur un territoire autrefois bouleversé par la guerre. Voulu par le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, l'Anneau est l'œuvre de l'architecte Philippe Prost. Il est le monument le plus emblématique construit durant le cycle commémoratif du Centenaire.

LA VILLE D'ARRAS

Arras est complètement détruite par d'intenses bombardements allemands tout au long de la guerre. Les journalistes Albert Londres et Maurice Barrès la considèrent « ville martyre ».
Le centre-ville est reconstruit à l'identique, avec notamment la remarquable place des Héros, classée au titre des Monuments historiques dès la fin de la guerre. Ouvertes au public en 2008, les installations souterraines de la carrière Wellington ont été aménagées par des tunneliers néo-zélandais à partir des carrières de pierre du Moyen Âge pour abriter les soldats britanniques avant le déclenchement de la bataille d'Arras, le 9 avril 1917.

LA VILLE DE LENS

Située à proximité du front, la ville est occupée dès octobre 1914. Les mines de Lens, fleuron économique français avant 1914, sont rendues inexploitables par les Allemands. Après la guerre, la ville est reconstruite dans un style Art déco homogène qui fait sa particularité aujourd'hui.

9. La Somme, un champ de bataille international

VENDREDI 9 NOVEMBRE 2018

Cette journée sera consacrée à la Somme, champ de bataille international de la guerre. Le Président de la République y retrouvera Mme Theresa May, Première ministre du Royaume-Uni, pour un déjeuner à l'hôtel de ville d'Albert, ville prise et reprise à plusieurs reprises pendant la guerre.
Ils se déplaceront ensuite à Thiepval, où se trouvent le mémorial britannique et une nécropole franco-britannique. Ils déposeront une gerbe commune au pied de l'autel du mémorial, et déambuleront ensemble dans le cimetière franco-britannique.

Le Président de la République se rendra ensuite à Péronne pour une visite de l'historial de la Grande Guerre de Péronne, l'un des premiers musées consacrés à la Grande Guerre en France, et qui abrite le Centre international de recherche de l'historial, présidé par l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau. Ce dernier présentera la scénographie du lieu en compagnie de l'historien John Horne. A l'issue de cette visite, le Président de la République échangera avec les historiens du conseil scientifique de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale à la mairie de Péronne.

LA SOMME DANS LA GRANDE GUERRE

La bataille de la Somme, de juillet à novembre 1916 et les batailles de Picardie, de mars à septembre 1918, symbolisent le poids de la Grande Guerre sur un département caractérisé par l'internationalisation du champ de bataille :
– en 1916, à l'inverse du duel franco-allemand de Verdun, la bataille de la Somme engage pendant près de 150 jours, une vingtaine de nationalités. Environ trois millions de soldats s'affrontent sur un front de 45 kilomètres ;
– en 1918, la bataille d'Amiens, lancée le 8 août, impose l'horizon de la défaite aux Allemands. Les Australiens reprennent le mont Saint-Quentin près de Péronne (ville détruite à 90%) le 1er septembre et ouvrent la voie vers la ligne Hindenburg.

LA VILLE D'ALBERT

La ville d'Albert, qui n'est plus qu'un vaste champ de ruines à l'Armistice, abrite aujourd'hui le musée Somme 1916 : à travers un souterrain de 250 mètres de long et 10 mètres de profondeur, le visiteur plonge à la découverte de la vie quotidienne des soldats. Albert est également connue pour sa basilique : touchée par un tir d'obus en 1915, la statue de la Vierge qui se trouve au sommet du bâtiment se fige à l'horizontale sans tomber, déclenchant la légende de la « Vierge penchée » : lorsque la statue tombera, la guerre sera finie. Elle tombe finalement en 1918 lors de l'offensive allemande et la destruction totale de la ville. En 1932, le Président de la République Albert Lebrun se rend à Albert en 1932 pour inaugurer le nouvel hôtel de ville, reconstruit après la guerre.

LE MÉMORIAL DE THIEPVAL

Le mémorial de Thiepval rappelle l'implication de l'Empire britannique dans la guerre. Il présente les noms de 72 000 soldats britanniques disparus, inscrits sur les 16 piliers du mémorial. Une nécropole franco-britannique se trouve derrière le monument, ainsi qu'un centre d'interprétation ou musée-territoire inauguré à l'occasion du centenaire de la bataille de la Somme (1er juillet 2016), et géré par l'historial de la Grande Guerre de Péronne. De nombreux mémoriaux nationaux se déploient autour de Thiepval, associé à l'engagement du Canada, de l'Irlande du Nord, de l'Australie, de l'Afrique du Sud ou de la Nouvelle-Zélande dans la bataille de la Somme de 1916.

LA VILLE DE PÉRONNE

Péronne se trouvait à proximité du front. La colline de Mont-Saint-Quentin, un petit village proche, est transformée en véritable forteresse qui dominait la ville. Les Alliés ne parviennent à libérer la ville détruite que le 1er septembre 1918, après que la 2e division australienne a réussi, la veille, à contourner le Mont-Saint-Quentin par le nord-ouest. Le dernier Président de la République à s'être rendu à Péronne est Raymond Poincaré, en avril 1917, après que l'armée française eut repris la ville aux Allemands.

L'HISTORIAL DE LA GRANDE GUERRE DE PÉRONNE

Péronne est la porte d'entrée du Circuit du Souvenir – qui relie les villes emblématiques de Péronne à Albert – grâce à l'historial de la Grande Guerre. Construit en 1992 dans le château médiéval de la ville, l'historial de la Grande Guerre comporte un musée départemental offrant aux visiteurs un regard à la fois comparatif et thématique sur les expériences de guerre des trois principaux pays belligérants. L'historial a vu le jour sous l'impulsion d'historiens français, américains, allemands ou britanniques, aujourd'hui regroupés autour du Centre international de recherche de l'Historial présidé par Stéphane Audoin-Rouzeau. Il propose publications, cycles de conférences et universités d'été portant sur des objets d'étude transverses. Le thème de l'université de 2018 avait par exemple pour sujet « une histoire environnementale de la Grande Guerre ».

10. La clairière de l'Armistice à Compiègne

SAMEDI 10 NOVEMBRE 2018

Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le Président de la République française et la Chancelière fédérale allemande se retrouveront dans la clairière de l'Armistice afin de rappeler la force des liens qui unissent la France et l'Allemagne depuis l'achèvement du processus de réconciliation entre les deux pays. Une nouvelle plaque sera dévoilée par les deux autorités, qui déposeront une gerbe commune avant de signer le livre d'or qui se trouve dans le wagon de l'Armistice.

L'OISE DANS LA GRANDE GUERRE

Symbole de la fin de la Première Guerre mondiale avec la signature de l'Armistice le 11 novembre 1918 en forêt de Compiègne, le département de l'Oise a connu :
– trente mois d'occupation allemande de 1914 à 1917 sur une partie de son territoire, jusqu'au repli destructif des troupes impériales sur la ligne Hindenburg. Les bombardements aériens allemands touchent aussi l'arrière notamment Beauvais ;
– deux invasions en 1914 et en 1918.
L'Oise est le siège du Grand Quartier Général des armées françaises d'abord à Chantilly, puis à Compiègne et Beauvais entre 1914 et 1918. Elle est aussi la référence des diatribes de Georges Clemenceau par cette référence sans cesse répétée au gouvernement : « et pendant ce temps les Allemands sont à Noyon ! ». L'Oise est libérée définitivement le 2 septembre 1918, mais son quart nord-est est ruiné.

LA CLAIRIÈRE DE L'ARMISTICE EN FORÊT DE COMPIÈGNE

Proche du Grand Quartier Général allié installé à ce moment à Senlis, et garantissant le calme et l'isolement afin d'éviter d'humilier la délégation allemande, la forêt de Compiègne est choisie par le maréchal Foch pour les négociations et la signature de l'Armistice. Le site, qui deviendra plus tard la « clairière de Rethondes », est équipé de deux épis ferroviaires, distants d'une centaine de mètres et reliés à la ligne de Compiègne.

Dès 1922, la « clairière de l'Armistice » est aménagée par l'architecte Mages, en un vaste rond-point précédé d'une allée de 250 mètres de long. Le wagon utilisé pour la signature de l'Armistice est ensuite installé dans le musée créé en 1927. Le site devient le symbole de la victoire et de la paix jusqu'en juin 1940 lorsqu'Hitler choisit d'y signer la capitulation de la France et de le détruire. En 1950, le site est reconstruit. De nombreux monuments sont installés au sein même de la clairière. Ils rendent hommage aux victimes et héros de la Grande Guerre : statue du maréchal Foch inauguré en 1937 (seul monument à ne pas avoir été détruit par les Allemands en 1940) ; le monument des Alsaciens-Lorrains inauguré en 1922 et œuvre du ferronnier Brandt ; la dalle sacrée, inaugurée également en 1922, détruite en 1940 puis reconstruite, et rénovée grâce à un financement participatif lancée par la ville. Elle est taillée du même granit que la tombe du Soldat inconnu. Il y est inscrit : « Ici le 11 novembre succomba le criminel orgueil de l'Empire allemand vaincu par les peuples libres qu'il prétendait servir ».

Le musée abritant un modèle identique de la voiture dans laquelle a été signée l'Armistice a été rénové à l'occasion du Centenaire. Il propose une scénographie renouvelée mettant en valeur près de 700 photographies stéréoscopiques prises dans les tranchées.

TERRITOIRES D'AUJOURD'HUI

Les régions Grand Est et Hauts-de-France ont été fortement touchées par les trois guerres successives dont la Grande Guerre. Des villages entiers ont été décimés et de nombreuses destructions d'infrastructures et d'appareils productifs ont été provoquées. Au-delà, ces régions, au cœur de la croissance industrielle de la France à la fin du XIX^{e} siècle ont été frappées de plein fouet **par la crise économique et la désindustrialisation** à compter de 1975 (division par deux de l'emploi industriel en France).

Face à cette accumulation de crises, **ces deux régions ont su se réinventer, reconstruire un outil de production, anticiper les transitions écologique et industrielle et retisser des liens avec les 4 pays européens frontaliers** : l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse ainsi que le Royaume-Uni, dont la sortie de l'Union européenne constitue un nouveau défi.

1. Choose France, Choose Grand Est !

LUNDI 5 NOVEMBRE 2018

Le sommet Choose France se déroule cette semaine dans la région Grand Est. A l'occasion de son déplacement, le Président de la République a souhaité organiser avec le Conseil Régional du Grand Est un grand événement visant à mettre en avant l'attractivité et le dynamisme du Grand Est et d'incarner la fierté d'un territoire au carrefour de l'Europe. Le sommet Choose France, qui s'était précédemment tenu à Versailles le 22 janvier dernier, se décline donc ce lundi 5 novembre 2018 à l'Abbaye des Prémontrés (Pont-à-Mousson) autour des entreprises et des investisseurs de la région Grand Est.

Le sommet se tient en présence du Président de la République et de six ministres. Plusieurs ateliers de travail ont été organisés autour des thèmes prioritaires de la région Grand Est et sont présidés par les ministres, lesquels ont visité le matin même plusieurs entreprises de la région, engagées dans des projets d'investissement et de développement de l'emploi. Près de 500 participants sont attendus.

Le sommet vise à créer des passerelles entre nos champions régionaux, souvent trop méconnus, et les leaders de l'industrie française et européenne. Le sommet concrétise également le souhait du Gouvernement d'engager un partenariat nourri avec les Conseils régionaux sur le thème du développement économique.

Choose !
CHOOSE GRAND EST

Le Président de la République et les ministres au contact du dynamisme des entreprises de la région Grand Est :

M. Emmanuel MACRON, Président de la République, clôturera le sommet Choose France et visitera l'entreprise Novasep (1300 salariés, biotechnologies) qui investit 17 M€ à Pompey pour créer une unité de production d'anticorps monoclonaux, des biomolécules utilisées dans les thérapies innovantes.

Mme Muriel PENICAUD, ministre du Travail, animera un atelier sur les compétences et visitera l'entreprise Noremat (300 salariés, matériels d'entretien), qui projette d'étendre son centre de formation de Ludres qui forme 40 techniciens.

Mme Nathalie LOISEAU, ministre chargée des Affaires européennes, animera un atelier sur l'attractivité et l'Europe et visitera l'entreprise Gris Découpage (150 salariés, mécanique) qui investira 7 M€ à Lesménils en 2018 et 2019.

Mme Frédérique VIDAL, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, animera un atelier sur la recherche et l'innovation et visitera l'entreprise Safran Aero Composite (180 salariés, composites) qui a investi 50 M€ à Commercy depuis 2014.

Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances, animera un atelier sur l'industrie du futur et les mobilités et visitera l'entreprise Sovab, filiale de Renault (2900 employés, automobile), premier employeur privé de Meurthe-et-Moselle.

Mme Emmanuelle WARGON et Mme Brune POIRSON, secrétaires d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, animeront un atelier sur la transition énergétique et l'économie circulaire et visiteront l'entreprise Eclatec (156 salariés, éclairages) qui recrute grâce notamment au fort développement des LED que l'entreprise produit à Maxéville.

LES DÉPARTEMENTS AUJOURD'HUI

Bas Rhin (1 116 658 habitants) et Haut Rhin (762 607 habitants) : le 29 octobre 2018, à la suite d'une concertation intense et réussie, a été signé par le Premier Ministre, le Président de Région Grand Est et les présidents des départements du Bas Rhin et du Haut Rhin une déclaration commune en vue de la création d'une collectivité européenne d'Alsace au 1er janvier 2021. Cette nouvelle collectivité aura notamment des compétences renforcées en matière d'attractivité, de bilinguisme et de coopération transfrontalière. Par cette initiative, le gouvernement reconnaît le désir d'Alsace dans ce territoire longtemps déchiré et met en acte son engagement d'apporter des réponses concrètes et adaptées aux spécificités de chaque territoire.

La Moselle compte 1 044 486 habitants en 2016. La Moselle est un département profondément européen, qui partage sa frontière avec l'Allemagne et le Luxembourg. Le département bénéficie aujourd'hui d'un tissu productif diversifié, et d'un pôle urbain structurant autour de Metz. Suite au séminaire ministériel franco-luxembourgeois du 20 mars, le gouvernement accompagne le territoire dans la structuration du Nord Lorrain, en lien avec le Grand Duché de Strasbourg afin d'améliorer la coopération transfrontalière et favoriser le dynamisme de l'économie mosellane. La reconversion du territoire de Saint Avold dans la perspective de la fermeture de la centrale à charbon sera également accompagnée via la conclusion d'un Contrat de transition écologique.

La Meurthe-et-Moselle compte 734 403 habitants. L'économie du département a longtemps reposé sur les richesses de son sous-sol : minerai de fer, sel et calcaire. La plus importante de ces industries, la sidérurgie, a dominé l'économie lorraine durant plus d'un siècle. La crise de la sidérurgie a contraint l'économie Lorraine à se reconvertir. Depuis une vingtaine d'années, la Meurthe et Moselle est en passe de réussir cette transition en valorisant la recherche scientifique et les nouvelles technologies au travers du pôle universitaire de Nancy.

La Meuse est un département peu peuplé (190 626 habitants). La densité de population est très faible (seulement 31 habitants par km^2, contre une moyenne nationale de 100 habitants par km^2). Grâce à un savoir-faire traditionnel préservé, des industries et une activité commerciale dense, le département de la Meuse dispose d'atouts économiques indéniables comme en atteste le dynamisme du secteur aéronautique dans l'Est du département autour de SAFRAN.

Les réformes commencent à porter leurs fruits dans le secteur de l'industrie.

En **août 2018**, la production industrielle française a augmenté de 1,6% sur un an, soit un chiffre supérieur à celle de l'Allemagne (-0,8%), de l'Espagne (+1,1%), de l'Italie (-1,0%) et du Royaume-Uni (+1,4%).

Septembre 2018 a été un mois historique, avec un record, au moins depuis 2006, du nombre d'embauches sur des contrats de plus d'un mois dans l'industrie.

Deuxième région industrielle de France, la région Grand Est est pleinement tournée vers l'Europe et vers les filières d'avenir.

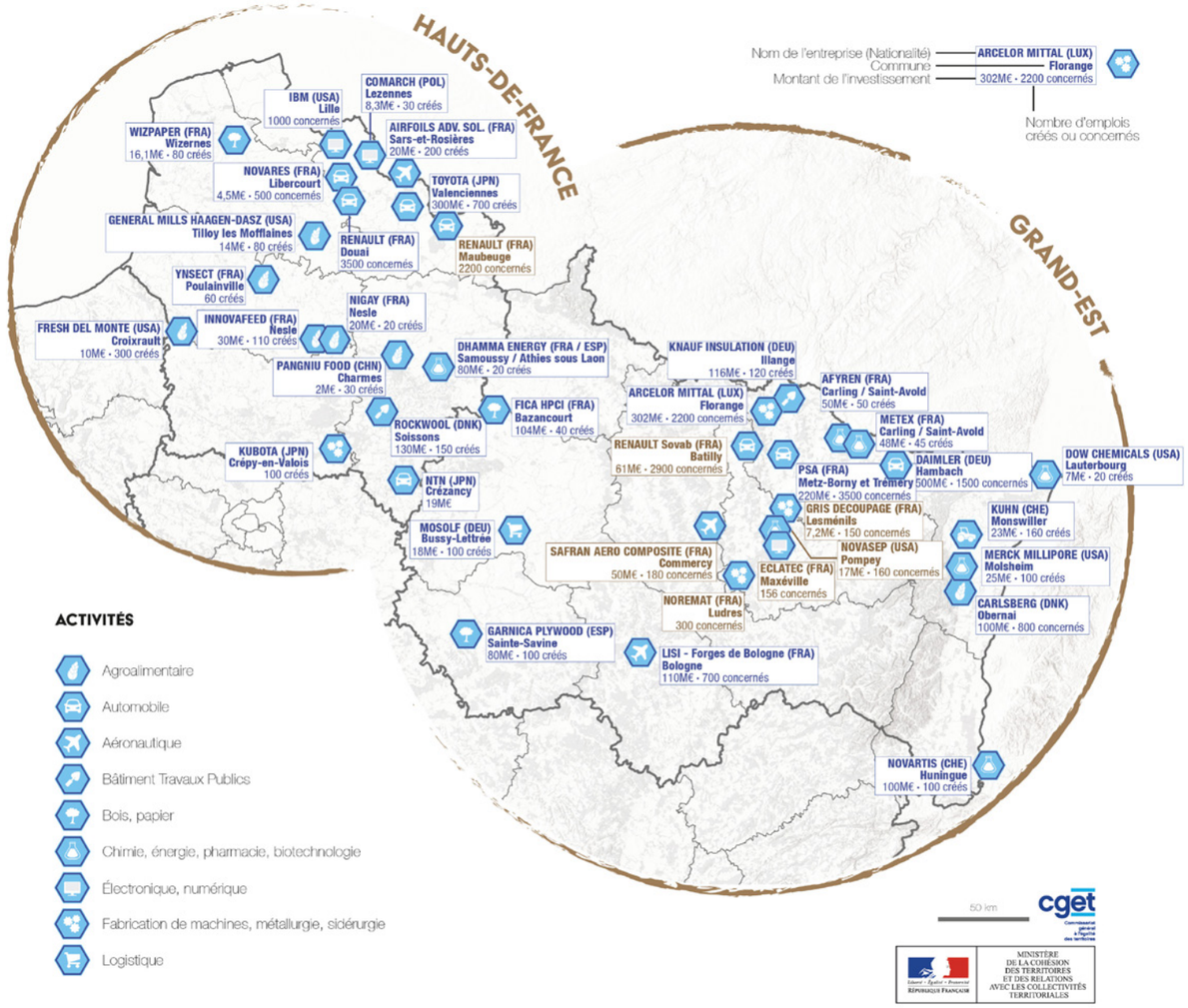
L'industrie du Grand Est s'appuie sur une industrie traditionnelle puissante et diversifiée dans plusieurs secteurs de forte spécialisation: métallurgie et fabrication d'équipements et de machines, industries du bois et industries agroalimentaires. Un cinquième de la valeur ajoutée de la région est industrielle. 16% des emplois sont industriels, soit davantage que la moyenne française (12%).
Avec 150 milliards d'euros de PIB, la région Grand Est est une région tournée vers l'Europe. Le Grand Est partage 800 km de frontières avec quatre pays, ce qui lui donne une place privilégiée en Europe et contribue au dynamisme de son commerce international. La région s'oriente vers des filières d'excellence et d'avenir. Elle bénéficie d'un écosystème riche d'acteurs au service de l'innovation et du transfert de technologie dans des domaines reconnus et structurants : santé, mobilité, transition écologique, bio-économie, matériaux …

Au cœur du premier bassin de consommation européen, les Hauts-de-France sont pleinement tournés vers l'innovation et l'international.

Au cœur du 1er bassin de consommation le plus riche d'Europe, les Hauts-de-France disposent d'une situation exceptionnelle, confortée par un important réseau d'infrastructures de transport ouvert sur une large façade maritime. Cet accès direct à un environnement international a favorisé l'implantation de 1850 entreprises étrangères. La région Hauts-de-France occupe une position de premier plan dans de nombreux domaines : la construction ferroviaire, la fabrication de verre creux, la métallurgie, le textile et l'automobile, l'agroalimentaire, la chimie, etc. 15% des salariés de la région travaillent dans l'industrie, soit davantage que la moyenne française (12%).

La région poursuit sa mutation vers des secteurs porteurs et des filières d'excellence. Des secteurs traditionnels, comme l'automobile, le textile, l'agroalimentaire ou la chimie, ont engagé leur mutation par l'innovation à haute valeur ajoutée. De nouveaux relais de croissance émergent dans la biologie, la santé, le numérique ou les industries de l'environnement.

Les Hauts-de-France sont la 4e région exportatrice de France et se situent au 3e rang des projets d'investissements étrangers créateurs d'emplois.



La carte du développement de l'industrie dans le Grand Est et dans les Hauts-de-France

Le sommet est l'occasion de mettre en avant des projets d'investissement dans des secteurs multiples, reflétant la richesse et la diversité de ces territoires, autour de filières d'avenir : automobile, pharmacie, agroalimentaire, logistique, transition écologique …

En région Grand Est, rien que ces 20 projets représentent 1 900 millions d'euros d'investissement, 835 emplois créés et 12 400 emplois préservés.

En région Hauts-de-France, rien que ces 18 projets représentent 650 millions d'euros d'investissement, 2880 emplois créés et 6200 emplois préservés.

2. La France, une chance : la politique du gouvernement en faveur des territoires à l'ordre du jour du Conseil des ministres

MERCREDI 7 NOVEMBRE 2018

Le Conseil des ministres du mercredi 7 novembre se réunira exceptionnellement à Charleville-Mézières (47 847 habitants) et sera suivi d'un point-presse du porte-parole du Gouvernement M. Benjamin GRIVEAUX.

Le gouvernement agit pour le quotidien des habitants dans tous les territoires :

– **par une politique forte en matière d'accès au numérique et à la téléphonie pour tous** (objectif 2022), **par la garantie d'une éducation et de formation de qualité sur tous les territoires** (dédoublement des classes en urbain et dans la ruralité, développement des internats, …), **par la priorité donnée aux transports du quotidien sur les grandes infrastructures de transport** mais également par **la garantie d'un égal accès à des soins de qualité** (maisons de santé pluridisciplinaire, télémédecine, ..).

– **par une politique d'accompagnement des transitions territoriales, sociales, écologiques, industrielles et agricoles.** A Fessenheim, Saint Avold ou Arras, territoires confrontés à des enjeux de transition de notre modèle énergétique; dans le Bassin minier pour accompagner la reconversion des anciens Corons, favoriser le développement économique et lutter contre la pauvreté ; dans le Nord et le Pas-de-Calais pour préparer avec les acteurs locaux, les conséquences du Brexit.

– **par une politique de différenciation territoriale et la priorité donnée à la décentralisation de projet**, au plus près des préoccupations des habitants et des élus locaux. Cette différenciation peut conduire à la reconnaissance de spécificités institutionnelles (Collectivité européenne d'Alsace), à la conclusion de pactes girondins intégrant des délégations de compétences (Bretagne) ou à la signature de contrats de projets territoriaux (Bassin minier, Ardennes, Sambre-Avesnois-Thiérache).

LES ARDENNES AUJOURD'HUI

Les Ardennes comptent 277 752 habitants. Reconnu pour son savoir-faire et son expertise, et fort d'une longue tradition industrielle de plus de deux siècles, le territoire demeure réputé pour sa production métallurgique. C'est ainsi un département à forte dominante industrielle : 20,1% de la population active travaille dans l'industrie contre 12,4% en moyenne française. Le département conserve par ailleurs une forte activité agricole et des espaces naturels réputés frontaliers de la Belgique et du Luxembourg.

3. Prendre soin de chacun : accompagner le vieillissement en milieu rural

MERCREDI 7 NOVEMBRE 2018

Lors de son déplacement dans l'EHPAD de Rozoy-sur-Serre (Aisne), mercredi 7 novembre, le Président de la République vient à la rencontre d'acteurs du territoire engagés pour leurs ainés, qui cherchent, et trouvent, des solutions pour faire face au défi du vieillissement de la population dans un territoire rural. Il vient d'abord saluer et échanger avec les personnes âgées qui résident dans cet établissement, original notamment par son projet intergénérationnel, et donc en présence des enfants qui viennent prendre leur déjeuner à l'EHPAD. Après son échange avec le personnel, il assistera à une consultation de télémédecine qui permet aux résidents de cet EHPAD de bénéficier d'une consultation à distance avec la Maison de Santé pluridisciplinaire de Guise.

Cette visite sera suivie d'une table-ronde avec plusieurs professionnels du territoire : directrice de l'ARS, médecin et infirmier de la maison de santé de Rozoy, directrice de l'EHPAD, directrice du service polyvalent d'aide et de soins à domicile l'ADMR (aide à domicile en milieu rural), du Président du Conseil départemental, de la députée de la circonscription, collectivement engagés pour apporter de nouvelles réponses au défi de la santé et du vieillissement dans un territoire rural. Un territoire d'innovation où la coopération des professionnels de santé et du domicile est la clé pour garantir aux personnes âgées le soin dont elles ont besoin.

L'AISNE AUJOURD'HUI

Avec 538 659 habitants et une superficie de plus de 7 300 km², l'Aisne est le département le plus étendu des Hauts-de-France. Le département se caractérise par un poids du secteur agricole encore très présent, représentant 4,5% de l'emploi départemental, le niveau le plus élevé de la région ainsi qu'une activité industrielle dense. Le gouvernement souhaite rénover le château de Villers-Cotterêt, joyau du patrimoine de ce département et projette l'implantation en son sein d'un laboratoire de la francophonie.

BRIEFING

SANTÉ

Les Hauts-de-France, région la plus jeune de France métropolitaine, n'échappe pas au vieillissement de sa population.

La part des personnes âgées de plus de 75 ans représente 7,9% de la population, moins que le reste de la France (9%) mais la région connaît un niveau de dépendance plus important et plus précoce : 23,3% de bénéficiaires de l'allocation personnalisée pour l'autonomie pour 20,5% en France métropolitaine.

Dans les Hauts-de-France, les personnes âgées vivent un peu plus à domicile.

92% des plus de 75 ans sont encore à domicile (90% en moyenne). C'est en partie l'effet d'une part historiquement plus élevée de services à domicile, notamment les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et les accueils de jours, beaucoup plus développés qu'ailleurs. Globalement l'offre de prise en charge des personnes âgées est plutôt satisfaisante dans la région, qui connaît un taux d'équipement de places d'EHPAD dans la moyenne nationale.

Innover et adapter l'offre de prise en charge pour permettre aux personnes âgées de rester à domicile.

L'enjeu n'est pas tant le développement quantitatif de nouvelles structures, mais est avant tout d'assurer une adaptation de l'offre de prise en charge aux besoins de soins des personnes âgées et de coordination entre tous ceux qui les aident à rester à domicile : médecins, infirmiers, aide-ménagères…

La région développe donc de nombreux projets innovants, qui sont en adéquation avec les orientations nationales de la feuille de route de la ministre des Solidarités et de la Santé sur le vieillissement, présentée en mai 2018, ou de la stratégie nationale Ma Santé 2022, présentée en septembre 2018. On peut citer :

– **le déploiement d'astreintes infirmières la nuit**, mutualisées entre plusieurs EHPAD, a commencé dès 2017 et s'étendra cette année dans 10 territoires prioritaires où il y a moins de médecins généralistes et des tensions dans les services d'urgence ;
– le projet ASSURE (Amélioration des Soins d'Urgence en EHPAD) qui forme les professionnels en réseau pour faire face aux situations d'urgence ;
– le déploiement de la télémédecine, avec pour objectif de couvrir 50% des EHPAD de la région dans les 3 ans ;
– des accueils de jours itinérants ;
– des services de soins infirmiers spécialisés pour la prévention et le retour à domicile des personnes âgées victimes d'une chute (les chutes sont l'une des causes principales d'hospitalisation des personnes âgées), etc.

4. Le Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache, un pacte local illustratif de la politique publique globale

MERCREDI 7 NOVEMBRE 2018

Situé dans le quart nord-est de la région Hauts-de-France, à cheval entre les départements du Nord et de l'Aisne, le territoire Sambre-Avesnois et Thiérache connaît de fortes difficultés socio-économiques qui justifient une action particulière de la part de l'Etat. Ces territoires ont souffert de la désindustrialisation, et connaissent aujourd'hui un taux de chômage moyen de 15,5% et un taux de pauvreté moyen de 25%.

Proposé par les acteurs locaux et impulsé par le Gouvernement, le « Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache », que le Chef de l'Etat signera lors d'un diner de travail au MusVerre (Nord) avec les élus de l'Aisne et du Nord, a donc pour vocation de fournir un cadre de projets stratégiques adaptés pour ces territoires autour de 3 axes : combattre les fractures territoriales, soutenir le développement économique, écologique et social et valoriser les richesses du territoire.

Surtout, ce pacte illustre la démarche que souhaite adopter l'Etat vis-à-vis des territoires : être un facilitateur de la mise en œuvre de projets décidés au niveau local, et accompagner les initiatives ayant pour objectif la redynamisation de territoires.

Les mesures comprises dans ce pacte embrassent l'ensemble des politiques publiques, parmi lesquelles :

– l'inscription de la Sambre-Avesnois-Thiérache comme territoire au cœur du déploiement de la stratégie de lutte contre la pauvreté ;

– la signature d'un Contrat de transition écologique et solidaire (CTES) qui formalise le volet durable du Pacte, et représente un accélérateur de projets et concentrateur de crédits, qui permettra un soutien à l'entrée des territoires dans la troisième révolution industrielle ;

– la revitalisation centre-villes et centre-bourgs avec la valorisation du programme Action Cœur de Ville dont bénéficie notamment la ville de Maubeuge ;

– l'amélioration de l'offre de mobilité, notamment la RN2

LE NORD AUJOURD'HUI

Le département du Nord (Hauts-de-France), avec ses 2 605 238 habitants, est le département le plus peuplé de France. Il connaît un fort dynamisme démographique. Le Nord se distingue par ailleurs par son caractère profondément européen. Sa situation géographique en fait un remarquable carrefour entre le Royaume-Uni, le Benelux et la France.

5. Zoom sur l'industrie automobile en France

JEUDI 8 NOVEMBRE 2018

En visitant le site Renault de Maubeuge, le Président de la République a souhaité valoriser la première région automobile de France. Un véhicule sur trois produit en France vient des Hauts-de-France. Trois constructeurs mondiaux (Renault, PSA et Toyota) ont fait le choix d'y localiser leurs activités de production et d'y opérer 7 sites de construction, qui font vivre 550 équipementiers, fournisseurs et sous-traitants et plus de 50 000 salariés. La région des Hauts-de-France est donc une terre de choix pour préparer les grands défis de la mobilité de demain et pour construire des véhicules plus propres, plus connectés et plus autonomes, conformément à l'ambition du contrat de filière national signé le 22 mai 2018.

Le groupe Renault est l'un des principaux employeurs industriels de la région. Le site de Maubeuge est, avec Douai et Ruitz, l'un des trois sites de Renault dans la région des Hauts-de-France. Le site de Maubeuge fête cette année les 40 ans de son intégration au sein du groupe Renault. Le site est principalement dédié à la fabrication de petits véhicules utilitaires de type Kangoo. 164 240 véhicules y ont été produits en 2017.
Un véhicule sort de la ligne de fabrication toutes les minutes. La production de l'usine a augmenté de 22% depuis 2012. 60% de cette production est exportée dans 33 pays.

Le site Renault de Maubeuge est l'usine Renault la plus compétitive en France. Elle dispose d'un savoir-faire reconnu, puisqu'elle produit également le véhicule utilitaire Mercedes Citan depuis 2012 dans le cadre du partenariat entre Renault-Nissan-Mitsubishi et Daimler. Le véhicule utilitaire Kangoo y est également produit dans une version électrique, dotée depuis 2017 d'une batterie à autonomie augmentée de 270 km et d'un moteur fabriqué en France, à Cléon.

L'usine est un acteur économique majeur du Val-de-Sambre. Elle compte 2233 salariés à fin septembre 2018. L'usine crée de l'emploi, puisqu'elle a embauché 300 CDI depuis 2015. Parmi ces embauches, 22% sont des femmes (là où le taux de féminisation moyen du site est de 9%). 72% des embauches en CDI correspondent à d'anciens intérimaires de l'usine. L'entreprise est impliquée dans le développement des compétences de ses salariés, puisqu'elle compte plusieurs écoles de formation. Chaque salarié du site bénéficie en moyenne de près de 20 heures de formation par an.

La France est un pôle d'excellence du véhicule électrique de Renault. L'usine de Maubeuge est clé dans la stratégie électrique de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi. Le groupe Renault a annoncé en juin 2018 le développement d'un pôle d'excellence électrique en France avec des investissements d'1 milliard d'euros sur plusieurs sites dont Maubeuge. Ces investissements, que le Président de la République a souhaité encourager, permettent de préparer avec sérénité les trois défis d'avenir de la filière : un défi technologique, un défi du numérique et un défi sociétal.

Quelques chiffres clés sur l'industrie automobile en France

– 1 véhicule sur 3 produit en France est produit en Hauts-de-France

– 2200 salariés à Maubeuge aujourd'hui et 300 embauches en CDI depuis 2015

– Maubeuge est l'usine la plus compétitive de France : un véhicule en sort toutes les minutes.

– Renault : 1 milliard d'euros d'investissements pour faire de la France un pôle d'excellence sur le véhicule électrique.

6. Faire plus pour ceux qui ont moins

VENDREDI 9 NOVEMBRE 2018

Un million de personnes sur les 6 millions de la région Hauts-de-France vit sous le seuil de pauvreté (moins de 1020€/mois), et la région connaît un des taux de pauvreté les plus élevés de France métropolitaine (18,3%). Les familles monoparentales et nombreuses ainsi que les jeunes sont les plus touchés.

Avec un taux de chômage de 11,6%, la région Hauts-de-France est en outre la région la plus touchée par le chômage de France métropolitaine. Plusieurs facteurs contribuent à expliquer les difficultés d'accès à l'emploi dans la région, et notamment le niveau de qualification plus faible, une moindre mobilité des actifs et un illettrisme plus marqué.

Face à ces difficultés socio-économiques marquées, les dispositifs de protection sociale permettent déjà d'atténuer l'intensité des difficultés sociales:

– le montant moyen des prestations sociales est le plus élevé de France métropolitaine chez les personnes pauvres

– un recours important aux minima sociaux: 53% des personnes pauvres de la région perçoivent un minimum social contre 42% au niveau métropolitain.
Dans ce cadre, **la mise en œuvre du Plan de lutte contre la pauvreté est essentielle pour la région Hauts-de-France.** C'est notamment pourquoi les mesures suivantes ont déjà été décidées :

– l'inscription du territoire Sambre-Avesnois-Thiérache et du Bassin minier comme territoires démonstrateurs de la mise en œuvre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté ;

– la mobilisation de moyens correspondant au poids de la région en matière d'insertion par l'activité économique par rapport au national, soit 17% de l'enveloppe nationale supplémentaire pour 2019 ;

– la mise en place d'un accompagnement spécifique par les missions locales se poursuit : 16 000 jeunes pourront bénéficier en 2019 de la Garantie Jeune ;

– 4 nouveaux centres sociaux seront créés dans les quartiers prioritaires de la ville qui n'en sont pas dotés (à Montigny-en-Gohelle, à Bruay-Labuissiere, à Fourmies et à Avesnes).

LE PAS-DE-CALAIS AUJOURD'HUI

Avec 1 472 648 habitants, le Pas de Calais est l'un des départements les plus peuplés de France. Il connaît aujourd'hui certaines difficultés socio-économiques dont un niveau élevé de chômage. Une personne sur cinq y vit sous le seuil de pauvreté. Le gouvernement est très investi dans ce département via notamment le contrat du Calaisis qui accompagne ce territoire fortement touché par la crise migratoire et le contrat Bassin minier que le gouvernement met en œuvre en concertation étroite avec les acteurs locaux.

L'engagement pour le renouveau du Bassin minier.

Le Bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais compte 563 cités minières, totalisant quelque 70 000 logements, héritage de 200 ans d'exploitation des mines de charbon, qui a modelé l'histoire et la richesse de ce territoire.

À partir des années 1960, le déclin puis l'arrêt de l'activité charbonnière se sont traduits par une diminution de la population et un solde migratoire négatif. Aujourd'hui, marquées par la crise industrielle, les 250 communes du Bassin minier – qui s'étirent sur plus de 100 km – cumulent des difficultés démographiques, économiques et sociales. Pour autant, les potentialités du territoire, du fait notamment de sa démographie dynamique, de sa tradition industrielle et de sa situation géographique au cœur d'un vaste marché national et international sont réelles et offrent de nombreuses perspectives de développement.

C'est pourquoi l'Etat s'est engagé à accompagner la redynamisation du Bassin minier.

Le projet, qui s'étale sur dix ans, prévoit la réhabilitation de 23 000 logements, l'aménagement des centralités avec un fonds d'investissement stratégique doté de 10M€ dès 2018, la modernisation de l'A21 et le ciblage de plusieurs mesures gouvernementales (stratégie pauvreté, plan Coeur de ville, Plan THD) sur ce territoire. Une zone à fiscalité spécifique a été votée au PLF 2018 pour favoriser le développement économique et les crédits pour la construction du futur hôpital de Lens seront débloqués.

Par ailleurs, les mesures d'accès à la prévention et aux soins des plus démunis ont été inscrites dans le programme d'action « Bassin minier territoire démonstrateur de la lutte contre la pauvreté ».

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

SERVICE DE PRESSE

Contact :
secretariat.presse@elysee.fr
T. +33 (0)1 42 92 84 12